

Extrait du registre
des délibérations de la commune de Widehem
séance du 22/06/2012

Date de la convocation 15/06/2012	L' an 2012 et le 22 Juin à 20 heures , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de LEQUIEN Pierre, Maire
Date d'affichage 15/06/2012	
Nombre de membres Afférents au Conseil municipal : 9 En exercice : 5 Votants : 8	Présents : M. LEQUIEN Pierre, Maire, MM : CAUX Hervé, CONFRERE Daniel, LEMAITRE René, SIX Jacques Absent: M DUBELLO Y Alain Absents représentés :DUHAMEL Roland représenté par M LEQUIEN Pierre Melle HANQUEZ Réjane représentée par M SIX Jacques M SALOMON Alain représenté par M CONFRERE Daniel. Quorum atteint. Secrétaire de séance:M. CONFRERE Daniel
Réf : 01	Objet de la délibération : ARRÊT DU PLAN LOCAL D'URBANISME
A l'unanimité Pour : 8 Contre : 0 Abstentions : 0	Monsieur le Maire rappelle: - les raisons qui ont conduit la Commune à décider d'engager l'élaboration d'un PLU sur l'ensemble du territoire de la Commune de WIDEHEM; - les modalités, selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en oeuvre et le bilan qu'il convient de tirer de cette concertation, à savoir: - réunion publique du Mardi 3 Novembre 2010 à la salle communale à laquelle ont été invité les différents partenaires qui ont contribué à l'élaboration du PLU : Conseil Municipal , Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Conseil Général, Chambre d'Agriculture, Bureau d'études. Cette réunion a été suivie par une grande partie de la population du village qui s'est montrée vivement intéressée par le projet. - affichage apportant une information sur l'état d'information du PLU - possibilité de consulter le dossier en mairie (aucune demande de consultation n'a été formulée) - mise à disposition du public d'un registre pour consignation d'éventuelles observations (aucune demande de formulation d'observation n'a été enregistrée) - le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Municipal dans sa séance du 9 Juin 2010 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable;
Mention exécutoire : Non	

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-9, L.300-2 et R.123-18;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 Décembre 2006 ayant prescrit l'élaboration du PLU et défini les modalités de la concertation;

Vu le bilan de la concertation présentée par M. le Maire;

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal décide :

1) d'arrêter le projet de P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente délibération;

2) de soumettre pour avis le projet de P.L.U. aux personnes publiques associées, ainsi qu'aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultés sur ce projet.

La présente délibération et le projet de PLU annexé à cette dernière seront transmis à Monsieur le Sous-Préfet de MONTREUIL sur Mer ainsi qu' :

- aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Général;
- aux présidents de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'Agriculture;
- au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de cohérence territoriale (SCOT) : CCMTO, aux présidents de la CDCEA et du syndicat mixte du Montreuillois.

Conformément au dernier alinéa de l'article L.300-21 du Code de l'Urbanisme, le dossier de P.L.U. tel qu'arrêté par le Conseil Municipal, est tenu à la disposition du public.

Conformément à l'article R.123-18 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un délai d'un mois.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en sous
préfecture

et publication du :

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Affiché le 26/06/2012

Pour copie conforme

En mairie, le 26/06/2012

Le Maire, Pierre LEQUIEN



Pierre LEQUIEN
Maire de Widehem

Date de convocation :
24/06/2013

Date d'affichage :
25/06/2013

Nombre de membres

Afférents au Conseil
Municipal : 9

Présents : 6

Procurations : 1

Délibération N° 1 / 1

Pour : 7

Contre : 0

Abstentions : 0

Mention exécutoire :
oui

Acte rendu exécutoire

Après dépôt en
Sous préfecture

Le :

Visa Préfecture :

L'an 2013 et le 29 Juin à 11 heures, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur LEQUIEN Pierre, Maire Secrétaire de séance : Monsieur Duhamel Roland.

M. le Maire rappelle au Conseil municipal les étapes de la procédure d'élaboration du PLU, fixée au code de l'urbanisme.

Le conseil ,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-1 et suivants et R123-1 et suivants ,

Vu la délibération en date du 20 Décembre 2006 prescrivant le Plan Local d'Urbanisme et lançant la Concertation ,

Vu la délibération en date du 22 Juin 2012 arrêtant le projet de PLU,

Vu les remarques émises par les services associés consultés suite à l'arrêt du projet de PLU, lesquelles remarques ont été prises en compte pour adapter le projet ,

Vu l'arrêté municipal en date du 15 Janvier 2013 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de PLU ,

Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur ,

Considérant que les remarques effectuées par les services consultés et les résultats de la dite enquête ont fait l'objet d'adaptations mineures du projet de PLU par délibération du 22 Mars 2013 ,

Considérant que le projet de PLU tel qu'il a été présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire ,

Après en avoir délibéré , à l'unanimité

- Décide d'approuver le PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération ,

- Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123 - 24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant une période complète de un mois, et de l'insertion dans la presse d'un avis d'information.

- Dit que le dossier du PLU est tenu à la disposition du public

- La présente délibération et les dispositions engendrées par le PLU, deviendront exécutoires un mois suivant sa réception par le Préfet du Pas-de-Calais,

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures

affiché le 29/06/2013.

Pour copie conforme.

En Mairie, le 29/06/2013

Pierre LEQUIEN
Maire de Widehem



Publication du :
Le Maire,

9 Juin 2013



ARRÊTÉ DU PRESIDENT

2018-38 – Portant mise à jour du Plan Local d’Urbanisme de la commune de Widehem

.....
Le Président de la Communauté d’Agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code de l’urbanisme et notamment l’article L.153-60 ;
- Vu l’arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 instituant des servitudes d’utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel GRT gaz ;
- Vu l’arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d’agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d’Opale ;
- Vu l’arrêté Préfectoral complémentaire à l’arrêté portant création de la communauté d’agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d’aménagement de l’espace communautaire (Plan local d’urbanisme, document d’urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la demande de mise à jour de la préfecture en date du 15 mai 2018 reçue au siège de la CA2BM le 17 mai 2018 ;
- Vu le plan local d’urbanisme de la commune de Widehem ;
- Vu les plans et documents ci-annexés ;

ARRETE

Article 1^{er}. – Le plan local d’urbanisme de la commune de Widehem est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, l’arrêté préfectoral susvisé ainsi que les plans annexés délimitant les périmètres soumis à l’avis de l’Architecte des bâtiments de France ont été visés par le Président, avec la mention : « Vu pour être annexé au plan de servitudes du plan local d’urbanisme ».

Article 2. – La mise à jour est tenue à la disposition du public :

- en mairie de Widehem ;
- au siège de la CA2BM ;
- à la préfecture du Pas-de-Calais ;
- à la sous-préfecture ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 3. – Le présent arrêté sera affiché en mairie de Widehem et au siège de la CA2BM pendant une période d’un mois à compter de sa signature.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d’agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L’absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l’article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 5. – Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au préfet du Pas-de-Calais et au directeur départemental des territoires et de la mer.

Fait à Montreuil-sur-mer,
Le 09 juillet 2018

Le Président,

Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20180709-2018-38-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2018





Numéro de l'acte	2021-60
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Widehem, suite à l'instauration du droit de préemption urbain

Le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18, R. 151-51 et R. 151-52 ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Widehem, approuvé le 29 juin 2013 et modifié le 9 août 2013 ;
- Vu la délibération 2021-299 en date du 30 septembre 2021 du conseil communautaire de la CA2BM, instaurant un droit de préemption urbain sur la commune de Widehem ;
- Vu les plans et documents ci-annexés ;
- Considérant que la mise à jour du PLU est effectuée pour modifier le contenu des annexes via un arrêté de mise à jour (article R153-18 du code de l'urbanisme) ;
- Considérant qu'au sens de l'article R151-52 7^e, le périmètre du DPU doit figurer en annexe du PLU ;

ARRETE

Article 1^{er} – Le plan local d'urbanisme de la commune de Widehem est mis à jour à la date du présent arrêté.

Article 2 – La mise à jour est tenue à la disposition du public :

- en mairie de Widehem
- au siège de la CA2BM ;
- à la préfecture du Pas-de-Calais ;
- à la sous-préfecture ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 3 – Le présent arrêté sera affiché en mairie de Widehem et au siège de la CA2BM pendant une période d'un mois à compter de sa signature, conformément aux dispositions de l'article R153-18 du code de l'urbanisme.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 5 – Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au préfet du Pas-de-Calais et au directeur départemental des territoires et de la mer.

Fait à Montreuil-sur-Mer,
Le 26/10/2021

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20211026-ARRETE2021-60-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/10/2021



Numéro de l'acte	2022-100
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Arrêté portant mise à jour du PLU de la commune de Widehem concernant l'annexion du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi)

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R. 151-51, R.151-53 et L 153-60 ;
- Vu l'article L.581-14-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu le Règlement Local de Publicité Intercommunal de la CA2BM, approuvé par délibération du conseil communautaire n° 2022-289 en date du 06/10/2022 ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Widehem concerné par le présent arrêté ;
- Vu le document ci-annexé ;
- Considérant que la mise à jour du PLU est effectuée pour modifier le contenu des annexes via un arrêté de mise à jour (article R153-18 du code de l'urbanisme), dans la mesure où le règlement local de publicité intercommunal a été approuvé ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Widehem est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, la délibération n°2022-289 susvisée ainsi que le plan de zonage ont été visés par Monsieur le Président, avec la mention : « *Vu pour être annexé au Plan Local d'Urbanisme* ».

Article 2 : La mise à jour est tenue à la disposition du public :

- en mairie de Widehem ;
- au siège de la CA2BM ;
- à la préfecture du Pas-de-Calais ;
- à la sous-préfecture ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie de Widehem ainsi qu'au siège de la CA2BM pendant une période d'un mois à compter de sa signature, conformément aux dispositions de l'article R153-18 du code de l'urbanisme.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

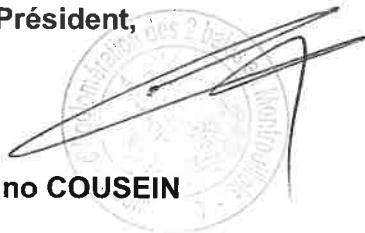
Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 5. – Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au préfet du Pas-de-Calais et au directeur départemental des territoires et de la mer.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 04.01.2023

Le Président,

A circular official stamp of the Communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois is partially visible behind the signature. The signature is a stylized, handwritten name in black ink.

Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20230104-ARRETE2022-100-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/01/2023



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre juillet à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 28 juin 2024, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Philippe COUSIN a donné pouvoir à **Hubert DOUAY**
Franck TINDILLER a donné pouvoir à **Bernard WAUQUIER**
Marc DELABY a donné pouvoir à **Claude VILCOT**
Danièle BERTIN a donné pouvoir à **Pierre-Georges DACHICOURT**
Jean-Marie MICHAULT a donné pouvoir à **Marie-France BUZELIN**
Michel KUCHARSKI a donné pouvoir à **Jocelyne CAULIER**
Jean-Jacques OPRESCO a donné pouvoir à **Claudine OBERT**
Daniel DUBOIS a donné pouvoir à **Joël LEMAIRE**
Christelle BEAURAIN a donné pouvoir à **Josiane BOUTOILLE**
Sébastien BAILLET a donné pouvoir à **Geneviève MARGUERITTE**
Dominique DELSAUX a donné pouvoir à **Maryse MAILLART**
Anthony JOUVENEL a donné pouvoir à **Daniel FASQUELLE**
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à **Claude COIN**

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Hubert MAQUAIRE représenté par **Vincent LECOUTRE**

Etaient absents excusés et non représentés :

Sébastien BETHOUART, Christèle DEHARBE, Charles LANQUETIN, Gérard ANDRE, Franck LEURETTE, Danielle THILLIEZ, Jean-Claude GAUDUIN

Secrétaire de séance : Josiane BOUTOILLE

Monsieur Bernard MORGENTHALER est arrivé à 18h20 avant le vote de la délibération n°2024-229

Madame Juliette BERNARD est arrivée à 18h32 avant le vote de la délibération n° 2023-243

Monsieur Jean-François ROUSSEL a quitté la séance à 19h22 avant le vote de la délibération n°2024-272

Fin de la séance : 20h08

Numéro de l'acte	2024-282
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Planification - Approbation de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Widehem

• **Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,**

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L. 153-40, L. 153-45 à L. 153-48 et R.153-20 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Widehem en date du 29 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu l'arrêté du Président n° 2023-39 en date du 1er août 2023 décidant de la mise en œuvre de la procédure de modification simplifiée ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale sur le projet de modification du PLU communal et l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu en date du 14 Novembre 2023 (n°2023-7470) ;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2024-143 en date du 11 avril 2024, définissant les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification ;
- Considérant les pièces du dossier de modification du PLU soumises à la mise à disposition, notifiées aux personnes publiques mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'à la commune concernée ;
- Considérant que la mise à disposition s'est déroulée en Mairie de Widehem ;
- Considérant que l'ensemble des modalités de mise à disposition définies dans la délibération du Conseil Communautaire n°2024-143 en date du 11 avril 2024 ont été respectées (affichage, parution, ...) ;
- Considérant que le dossier de modification présentant l'exposé des motifs, ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à la disposition du public en Mairie de Widehem du 06 mai 2024 au 07 juin 2024 inclus ;
- Considérant qu'aucune observation n'a été inscrite sur les registres mis à disposition et qu'aucun courrier ou mail n'a été enregistré ;
- Considérant que le dossier mis à disposition a été complété par les avis des personnes publiques associées ;
- Considérant que parmi les personnes publiques associées : 3 ont émis un avis favorable sans observations ;
- Considérant que compte tenu des résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, il n'y a pas lieu de procéder à des modifications non substantielles ;

Conformément aux articles R.153-20 et suivants du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage en Mairie de Widehem ainsi qu'au siège de la CA2BM durant un mois ;
- d'une mention dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département ;
- d'une publication au recueil des actes administratifs ;
- d'une publication sur le GPU (Géoportail de l'urbanisme).

Le dossier de la modification du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Widehem ainsi qu'au siège de la CA2BM aux jours et heures habituels d'ouverture.

Après avoir entendu l'exposé du Vice-Président et en avoir délibéré,

Le Conseil Communautaire décide :

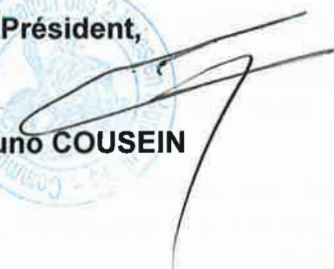
- approuver la modification simplifiée du PLU de la commune de Widehem tel qu'annexée à la présente délibération.

Adopté à l'Unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Président,

Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20240704-2024-282-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/07/2024
Publication : 08/07/2024